



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-effet-de-serre-un-defit>

L'effet de serre, un déficit

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1010 - mai 2001 -

Date de mise en ligne : vendredi 17 octobre 2008

Date de parution : mai 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Concluant sa série de quatre articles sur l'effet de serre, J-C Pichot pense que malgré toutes les bonnes volontés, on n'ira pas bien loin si l'on se contente d'actions individuelles isolées, car le problème est essentiellement politique et global. Mais il est néanmoins indispensable que chacun continue à jouer son rôle de citoyen pour faire comprendre aux hésitants ou aux incrédules qu'ils ont intérêt à faire quelques sacrifices, multiplier les exemples et faire pression sur tous les responsables à portée de leurs bulletins de vote ou de leurs courriers.

Des moyens limités

" En tant que citoyens, notre rôle d'électeur atteint vite ses limites une fois les bulletins déposés dans l'urne, sauf au plan local (élections cantonales et surtout municipales), où on peut espérer un peu plus, mais il y a encore beaucoup à faire pour voir les mentalités changer. Sans renoncer a priori à maintenir la pression à travers les moyens que nous offrent encore, par exemple, la loi de 1901 sur les associations ou même, pourquoi pas, la pratique des "manifestations" sur le terrain, nous en sommes pratiquement réduits à l'espoir que nos administrations et nos gouvernants prendront les bonnes décisions et sans tarder...

" En tant qu'usagers, consommateurs de services publics ou équivalents, même si nous le désirons, nous n'avons pas toujours une réelle possibilité de choisir. C'est le cas, par exemple, des politiques nationales de transports des marchandises (y aura-t-il un réel développement du "ferro-route", de plus en plus impératif quand on sait qu'au rythme actuel le trafic transport pourrait s'être accru de 38 % en 2010 ?) ou de production énergétique : compte tenu de l'existence d'un réseau unique de distribution, personne ne peut opter, choisir soit l'électricité d'origine nucléaire, soit celle produite par des centrales à combustion ! Et lorsque ce sera possible, certains choix seront malheureusement limités par l'attrait de "l'offre" que nous proposeront directement ou indirectement nos institutions : par exemple, incitations fiscales dans les investissements immobiliers (pour l'isolation thermique), transports en commun plus nombreux et moins producteurs de gaz à effet de serre, règles plus strictes concernant la circulation automobile, modalités de destructions des déchets domestiques (incinération ou autres) etc.

" En tant que consommateurs, nous conservons malgré tout quelques degrés de liberté, plus particulièrement au plan de nos comportements quotidiens, surtout si nous avons la réelle volonté de faire quelque chose qui soit significatif, au prix, éventuellement, de "sacrifices" dans nos modes de vie. Exemples :

" Dans les transports : depuis une dizaine d'années, les constructeurs d'automobiles améliorent les rendements des moteurs à combustion ; cela va dans le bon sens, mais les véhicules d'aujourd'hui sont de plus en plus couramment équipés de climatisation, ils sont plus rapides et souvent plus nerveux, et la distance moyenne parcourue est passée en France de 8 à 9.000 km/an il y a 10 ans à environ 13.000 aujourd'hui. Où est alors le bénéfice vis-à-vis de la production de gaz à effet de serre si nous ne nous disciplinons pas ? En outre, la publi-cité et les catalogues des constructeurs, toujours animés du même esprit de compétition, poussent les conducteurs, qui se laissent faire, surtout s'ils en ont les moyens financiers, à acheter des engins de type 4x4 toujours très gourmands. (Si, au moins, ils pensaient à vérifier régulièrement la pression de leurs pneumatiques !) De nouveaux types de motorisation utilisant des piles à combustibles ou des motorisations mixtes moteur à explosion / moteur électrique, commencent à être disponibles ; naturellement, leur prix sera un critère important. Enfin, les circulations "douces", c'est à dire essentiellement l'utilisation de bicyclettes à la place des voitures pour les trajets urbains, sont appelées à se développer. (Rappelons-nous que la distance moyenne parcourue en ville par un citoyen français pour faire ses courses est de 3 km).

Quelques chiffres :

La consommation d'énergie par habitant varie beaucoup d'un pays à l'autre. La moyenne était pour le monde, en 1996, de 1,7 tonnes équivalent pétrole, mais en Inde elle était de 0,5 TEP, en Chine de 0,9, tandis qu'elle était de 4 en France et atteignait 8 aux États-Unis.

" 25 % de la population mondiale consomment 75% de l'énergie et

" 4,5 % sont responsables de 23,3% de la pollution.

En 2000, les 6 milliards de terriens ont consommé 3,2 fois plus d'énergie que les 3 milliards de terriens de 1960, et 7 fois plus d'électricité. Les sources d'énergie se répartissent ainsi : énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), 85 % ; énergies renouvelable et hydraulique, 7,5% ; énergie nucléaire, 6,5%.

A. P.

" En ce qui concerne la consommation domestique d'électricité, des études récentes ont montré qu'il est possible de bien maîtriser les chauffages ainsi que l'isolation de l'habitat (à condition de le vouloir et d'en avoir les moyens !). Ce que l'on sait moins, c'est que les plus grosses consommations, hors chauffage (quand il est électrique), sont essentiellement le fait de l'électroménager ainsi que les fonctions de "veille" de nombreux appareils électro-niques (récepteurs de télévision, chaînes Hi-Fi ou ordinateurs), qui consomment beaucoup plus qu'on ne l'imagine. Mais grâce à l'étiquetage les usagers peuvent faire l'achat d'appareils moins gourmands en énergie ; de même l'utilisation d'ampoules à basse consommation entraîne des économies (jusqu'à 5 fois moins) importantes. Enfin, une action auprès des constructeurs d'appareils devrait permettre de diminuer, voire de supprimer les fonctions de veille de nombreux appareils. Ces mesures réduiraient de manière notable (facteur de 2 à 4) la consommation d'électricité dans un logement et, si un grand nombre d'habitants le faisaient en même temps, diminueraient le nombre de centrales nécessaires...

" Plus généralement, l'installation, quand cela est possible, d'éoliennes ou de chauffe-eau solaires pour des maisons particulières, ou de systèmes de chauffage central intermédiaire utilisant le stockage de la chaleur recueillie au soleil dans des "accumulateurs" constitués de roches ou d'autres matériaux, permettrait de sérieuses économies d'énergie, mais, là aussi, les prix sont déterminants.

" Enfin la modification de nos pratiques alimentaires, le choix de produits moins consommateurs d'énergie, qu'il s'agisse des méthodes de culture, des engrais et des traitements (produits par l'industrie chimique), ou des transports (certains produits sont importés de très loin), pourrait aussi constituer une source d'économie d'énergie. (Le végétarisme serait-il la voie de l'avenir ?)

Que faire au plan local :



À défaut d'avoir de vrais pouvoirs économiques, nous avons tous un rôle non négligeable à jouer, ce peut être en tant que membre d'une association de sauvegarde de l'environnement mais aussi simplement, en tant que citoyen se sentant responsable :

" au plan communal : on peut sensibiliser les populations, notamment les jeunes, si possible en montrant soi-même l'exemple ; "interpeller" les élus locaux et les services de l'administration en charge de la gestion de la cité ; inciter nos concitoyens à s'impliquer, etc.

" au plan des regroupements d'associations (fédérations, etc.), organiser des manifestations, décerner des prix pour la maîtrise de l'énergie et "l'éducation" des administrés à cette maîtrise, exploiter les possibilités offertes par internet et diffuser à grande échelle.

" au plan politique général, exercer des pressions auprès des élus.

" au plan international, par internet, soutenir les ONG engagées et déjà sensibilisées, sans oublier les associations qui oeuvrent dans le même sens (il y a, même aux États-Unis, des contre-pouvoirs qui peuvent être efficaces pour faire évoluer la politique actuelle) ;

" agir auprès des médias ; il paraît très utile de leur rappeler l'importance d'émissions scientifiques, déjà bien faites sur les chaînes publiques et nécessaires à une meilleure compréhension des phénomènes qui menacent ;

" obtenir que la publicité cesse de nous inciter à être des consommateurs passifs mais développe ses messages dans la direction d'une réelle information accompagnée de formation à acheter plus "intelligent" ; la publicité devrait avoir comme but, non pas de développer des parts de marché, mais d'élargir au plus grand nombre un marché basé sur le développement durable ;

" accepter, et faire accepter par les autres, que de nouveaux modes de vie basés sur le partage deviennent la règle, même si l'une des conséquences est une inévitable baisse des standards de vie suivant la définition actuelle, notamment à cause de l'augmentation inéluctable de la population mondiale qui pourrait atteindre un jour 8 à 10 milliards d'individus...